La Colombie compte plus de 72000 personnes déplacées entre janvier et novembre 2021

Bogotá, 6 janvier (RHC) Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a rapporté ce jeudi qu'entre janvier et novembre 2021, au moins 72 300 Colombiens ont été victimes de déplacements forcés à la suite de conflits armés, de violences et de menaces.

Il détaille dans son dernier rapport publié que les 159 urgences de ce type mises en évidence durant cette période ont signifié une augmentation de 200 pour cent des personnes déplacées par rapport à la même étape en 2020 ; en plus d'augmenter de 62 points de pourcentage le nombre d'événements de déplacement proprement dit.

Entre-temps, le rapport indique que, pour des raisons similaires liées aux affrontements entre groupes armés et au harcèlement de groupes de population sur leurs territoires d'origine, environ 14221 familles (57700 personnes) ont été contraintes à l'isolement; et au moins 57500 autres ont vu leur mobilité limitée au cours de la période en question.

Le rapport souligne à cet égard le fait que plus de la moitié des victimes de déplacement étaient des Afro-Colombiens, tandis que 15 % appartenaient à la population autochtone; tandis que parmi les détenus, 78 % étaient autochtones et 18 étaient d'ascendance africaine.

En ce qui concerne les territoires où ces phénomènes de déplacement et de confinement, les plus touchés ont été Nariño, Chocó, les départements de la côte sud pacifique et les frontières avec le Venezuela et l'Équateur ont enregistré les incidents les plus graves, au détriment de 239000 personnes, précise le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

Il a en outre souligné que les actions armées, l'une des causes fondamentales de ces fléaux ont augmenté de 36 pour cent par rapport à 2020; ayant en mai, mois de plus grande effervescence des protestations sociales, la période de déplacement et de confinement la plus fréquente.

À ce sujet, OCHA a averti qu'en décembre dernier, près de 3000 personnes étaient restées confinées dans le Bajo Baudó, appartenant aux communautés indigènes Embera et Wounaan de Buenavista, Puerto Piña, Puerto Chichiliano, Unión Pitalito, Puerto Gálves et Santa Rosa de Iguá.

À cet égard, ce jeudi, le Bureau du Défenseur du peuple de Colombie a confirmé la mort d'un enfant de 40 jours, ce qui porte à neuf le nombre de mineurs décédés au cours du dernier mois à cause de la violence dans la municipalité d'Istmina, département de Chocó.

Le Bureau du Défenseur du peuple a ajouté que 205 personnes déplacées (125 adultes et 80 enfants et adolescents) souffraient d'entassement et ne recevaient ni soins de santé ni nourriture.

"Il y a au moins 980 personnes, sur 117 familles, qui ont été déplacées ou confinées par les groupes armés illégaux depuis septembre 2021 et qui sont maintenant exposées à des risques sanitaires supplémentaires en raison de maladies intestinales ou respiratoires en Istmine, et dans les communautés autochtones de Puerto Olave, La Lerma, Union Wounaan, Union Chocó et San Cristóbal", a souligné le Service du Défenseur du peuple.

Le défenseur du Peuple Carlos Camargo a réitéré son appel aux autorités pour qu'elles organisent "des journées de soins médicaux qui permettent de faire face à de telles souffrances qui ont nui à la santé de toute la communauté".

Source Telesur

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/282042-la-colombie-compte-plus-de-72000-personnes-deplacees-entre-janvier-et-novembre-2021

Radio Habana Cuba